

L'Estonie accueille à Tallinn le conseil permanent de printemps de l'UIHJ

C'est à Tallinn, capitale la plus septentrionale des Etats baltes, que s'est tenu les 29 et 30 mai 2008 le conseil permanent de l'UIHJ auquel ont participé 25 États.



Cérémonie d'ouverture — De G. à D. : Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ, Elin Vilippus, responsables des affaires internationales de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Margus Sarappu, secrétaire d'Etat à la Justice d'Estonie, Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ — Opening ceremony, From L. to R: Leo Netten, 1st Vice-President of the UIHJ, Elin Vilippus, in charge of International Affairs at the National Chamber of the Judicial Officers of Estonia, Jacques Isnard, President of the UIHJ, Margus Sarappu, State Secretary for Justice of Estonia, Roger Dujardin, Vice-President of the UIHJ

Un destin chaque jour plus européen

Comme chaque année, conformément à ses statuts, les membres européens et américains de l'UIHJ se réunissent en conseil permanent dans l'une des capitales européennes. C'est l'occasion pour chacun de se rencontrer, d'échanger et de faire le point sur les actions passées et à venir. Depuis deux ans, le conseil permanent est également l'occasion d'organiser des ateliers sur le projet de l'huissier de justice pluridisciplinaire.

La cérémonie d'ouverture était placée sous la haute autorité du ministère de la justice d'Estonie, représenté par Margus Sarappu, secrétaire général du ministre de la justice, Rein Lang.

Elin Vilippus, ancienne présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie, responsable des affaires internationales, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des délégations en Estonie et à Tallinn, sa capitale. Elle s'est déclarée très honorée pour son pays d'accueillir ce conseil permanent et a remercié l'UIHJ.

Dans son discours d'introduction, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a qualifié d'historique le fait que le conseil européen de 2008 se déroule en Estonie, moins de vingt ans après que ce pays ait recouvré la démocratie, intégré l'Union européenne et introduit la profession d'huissier de justice. Le président de l'UIHJ a évoqué trois axes dans son intervention : l'avenir européen, la pluridisciplinarité et la formation des huissiers de justice. Sur le premier thème, il a déclaré que « *notre destin devient chaque jour plus européen et nul d'entre vous ne peut s'associer, dans son pays, à d'éventuelles réformes sans jeter un regard sur Bruxelles* ». Et d'évoquer l'harmonisation de la profession au travers de son statut et de ses activités, tout en fustigeant la socialisation du droit, « *hypocrisie du langage politico-juridique qui consiste à proclamer plus de sécurité juridique tout en évitant de s'en donner les moyens en réduisant le domaine de l'exécution forcée, en privilégiant des pistes d'assouplissement à celle-ci, ou limitant strictement aux huissiers de justice l'accès aux renseignements sur la patrimoine des débiteurs* ». Dans le cadre de la pluridisciplinarité, Jacques Isnard, a rappelé qu'à l'occasion du conseil permanent européen de l'UIHJ à Lisbonne en 2005, l'UIHJ revendiquait pour les huissiers de justice le monopole de l'exécution, y compris les procédures collectives et immobilières, la médiation post-judiciaire comme élément de procédure d'exécution et la mise en place d'un régime communautaire de recherche des informations sur le débiteur. A cet égard, il a invité les présidents des délégations de l'UIHJ à constituer dans chaque pays une commission chargée au niveau national de

travailler la pluridisciplinarité et de l'inclure dans les programmes d'EuroNord, EuroMéditerranée, EuroDanube et EuroScandinavie.

Sur le volet de la formation, le président de l'UIHJ a réaffirmé son engagement, conforté par la prochaine création du Centre international de recherche, de formation et de prospective. Enfin, Jacques Isnard a adressé ses remerciements les plus chaleureux à la Chambre des huissiers de justice d'Estonie, à son président, Mati Kadak, et à Elin Vilippus. « *C'est un véritable exploit que d'organiser, à l'issue d'une période d'existence aussi brève de la profession, une manifestation d'une telle ampleur* » a-t-il conclu.

Un bel avenir pour la profession

En écho à ces mots, Margus Sarappu a rappelé que si l'histoire des huissiers de justice en Estonie est courte, elle n'en n'a pas moins déjà acquis une expérience. Evoquant cette création d'un corps d'huissiers de justice libéraux en 2001, il a déclaré que le budget de l'Etat n'est plus sollicité et que « *le changement dans la profession est généralement considéré comme un succès* ». M. Sarappu a reconnu que la profession est difficile mais, citant Utopia, ouvrage de l'essayiste anglais Thomas More (1478-1535), il a terminé son discours en indiquant que, selon cet auteur, même dans une société utopique, il fallait des juges, et donc des huissiers de justice, ce qui devait assurer un bel avenir à la profession.

Margus Sarappu, Secrétaire d'Etat à la justice — State secretary for Justice





Une partie des participants – Some of the participants

Ensuite, la République de Biélorussie fut honorée par la cérémonie d'admission de ce pays en qualité de membre observateur de l'UIHJ. La candidature a été soutenue par Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ. Notre confrère s'est souvenu de sa visite à Minsk en octobre 2007 dans le cadre du 85^e anniversaire de la Cour économique suprême de Biélorussie. Puis, le docteur Viktor Kamenkov, président de la Cour économique suprême de Biélorussie, a présenté son pays bordé par la Fédération de Russie, l'Ukraine, la Pologne, la Lituanie et la Lettonie, et dont les 10 millions d'habitants présentent une identité multiculturelle. Le docteur Kamenkov a indiqué que « *le principe d'égalité devant la loi se réalise dans le processus d'exécution* » et que « *les huissiers de justice doivent faire appel à tout l'arsenal disponible pour recouvrer les dettes* ». Pour le moment, a-t-il précisé, les huissiers de justice n'ont pas d'organe d'autogestion mais font partie de l'Union républicaine des juristes dont il est le responsable. Il a ajouté qu'il espérait arriver à mettre en place un organisme propre et a conclu son intervention en indiquant qu'en juillet 2008, une manifestation allait être organisée à Minsk pour célébrer les dix ans de la profession d'huissier de justice en Biélorussie et a invité toute personne intéressée à y participer. A l'issue de ce discours, une charte de coopération a été signée entre l'UIHJ et la Biélorussie.

Renforcer la qualité d'auxiliaire de justice

Puis Jacques Isnard a rendu compte de l'état de la profession en Europe et en Amérique depuis le conseil permanent de novembre 2007 à Paris. Il a fait part de son sentiment qu' hormis les vieux pays, après une période qui a été celle de la mise en place de la profession, une période de révision est en cours, comme en Pologne ou en Roumanie. Selon le président de l'UIHJ, le pays qui avance le plus rapidement est la Hongrie où nos confrères ont pratiquement toutes les activités visées dans le plan sur la pluridisciplinarité. Il a indiqué que, pour s'affranchir du seul triptyque signification/exécution/recouvrement, il fallait renforcer la qualité d'auxiliaire de justice de l'huissier de justice ainsi que le domaine de la formation. A cet égard, il a présenté l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution (IDJPEX), dont l'ambition est de regrouper la formation et le domaine académique. L'une des ses branches est le Conseil international de la formation, et le conseil scientifique qui doit être installé le 20 juin 2008 à Paris et qui réunit des professeurs d'université de quatre continents. Le président Isnard a également évoqué Juris-Union, parution destinée à publier les travaux scientifiques sur la profession, et la bibliothèque mondiale de l'UIHJ.



Signature de la charte de coopération avec la République de Biélorussie entre Viktor Kamenkov et Jacques Isnard – Signature of the charter of co-operation with the Republic of Belarus between Viktor Kamenkov and Jacques Isnard

Francis Guépin, membre de l'UIHJ, a donné un compte rendu de la réunion UIHJ EuroMed qui s'est tenue à Chypre en mai 2008. Il a rappelé qu'il existe deux types de professionnels dans ce pays membre de l'Union européenne : des agents d'exécution fonctionnaires et des professionnels libéraux qui sont spécialisés dans la signification des actes. Il a indiqué qu'à l'issue de la réunion, sept recommandations ont été adoptées à l'unanimité. Francis Guépin a qualifié cette 5^e session d'EuroMed de grand succès sur le plan scientifique et a souligné l'accueil exceptionnel des confrères chypriotes, et de l'aide active de la Chambre nationale des huissiers de justice de Grèce dans la préparation de cette manifestation.

UIHJ Euro

Michal Redelbach, vice-président du Conseil des huissiers de justice polonais et secrétaire d'UIHJ EuroDanube, a parlé de la réunion UIHJ-EuroNord de Sopot en septembre 2007 et a annoncé que la prochaine réunion se tendrait les 30 et 31 octobre en Hongrie.

Concernant UIHJ EuroNord, Frans van der Meer, président de l'Association royale des huissiers de justice des Pays-Bas, remplaçant Jos Uitdehaag, secrétaire d'EuroNord, a précisé que la charte a été signée sauf pour l'Angleterre et le Pays-de-Galle.

Nicola Hesslén, secrétaire permanent de l'UIHJ pour les pays scandinaves, a ensuite présenté son rapport. Concernant le Danemark, les Danois ont réorganisé leurs juridictions. La nouvelle réforme qui est en vigueur depuis janvier 2007 a réduit le nombre des tribunaux de 85 à 22 pour tout le pays. En Norvège, l'association des huissiers de justice norvégiens (Norges Lensmann- og Politilederslag) a manifesté à nouveau son souhait de rejoindre l'UIHJ. Une nouvelle loi est en vigueur pour rendre la procédure d'exécution plus simple et plus efficace, et qui donne également une place plus importante à la médiation. En Finlande, le nombre des services publics de recouvrement forcé a été réduit de 51 à 22. Le traitement des données informatisées a encore été amélioré. En Islande, il n'y a toujours pas de contact. Les huissiers de justice de ce pays ne sont pas venus au séminaire de Stockholm, a regretté notre consœur. Enfin, en Suède, le service public de recouvrement forcé a été réorganisé avec pour objectif une indépendance avec le Trésor public, ce qui représente un grand changement pour le pays. Enfin, Nikola Hesslén a évoqué le séminaire nordique qui s'est tenu en septembre 2007 à Stockholm, avec la participation de l'UIHJ et de son président, Jacques Isnard. Le prochain séminaire nordique sera organisé en 2009 au Danemark.



Roger Dujardin



Mourad Skander, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of the UIHJ



La délégation de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine – The Delegation of the Former Yugoslavian Republic of Macedonia

David Walker, membre du bureau de l'UIHJ, a donné un compte rendu des activités pour le Royaume-Uni. En Irlande du Nord, la situation politique s'est stabilisée. Les huissiers de justice sont fonctionnaires et des propositions sont en cours d'étude pour rendre le système plus efficace. En Angleterre et au pays de Galle, David Walker regrette le départ des Baillifs de l'UIHJ, ce qui est d'autant plus regrettable que cette décision vient à l'encontre de nouvelles lois qui vont certainement relever le niveau de la profession. A l'inverse, les High court enforcement officers sont toujours très impliqués dans l'UIHJ. En Ecosse, la situation a été jugée assez positive par notre confrère. Il a rappelé qu'il avait été question de supprimer le nom de Messenger-at-Arm mais que l'actuel gouvernement, qui a une approche pragmatique, a jugé qu'il n'y avait pas lieu de changer « *quelque chose qui n'était pas cassé* ». En revanche, en Irlande, il n'y a toujours plus aucun contact.

Un rapprochement avec la NSA

Pour les Etats-Unis, Sue Collins a rappelé qu'elle a été introduite l'année dernière auprès de la National Sheriffs Association par son confrère Paul Vatreau. La NSA l'a invité pour fin juin à Indianapolis pour participer à leur colloque. Sue Collins s'y rendra accompagné de Leo Netten, 1er vice-président et de Fred Blum. Elle s'est déclarée très heureuse à l'idée que les deux organisations puisse travailler ensemble. Jacques Isnard s'est déclaré également très heureux de cette nouvelle et a félicité chaleureusement notre consœur. Leo Netten a indiqué que la NSA est un très grande organisation qui compte 6000 membres et a un lien direct avec le gouvernement des Etats-Unis.

En Allemagne, Walter Gietmann, président de l'association des Gerichtsvollzieher, a décrit la situation dans son pays comme très difficile, avec un Etat fédéral et 16 Land différents et 16 parlements régionaux, 16 gouvernements régionaux

et 16 ministres de la justice régionaux et un ministre de la justice fédéral. Il faut donc traiter avec 17 ministres de la justice ! Si la majorité des ministres de justice des Land ont reconnu l'intérêt d'une profession libérale et indépendante, ce n'est pas le cas de l'actuelle ministre de la justice fédérale. Faute de mieux, « *nous essayons d'obtenir un renforcement de nos compétences dans le cadre de notre statut actuel* » a indiqué M. Gietmann. Des réformes sont également en cours, notamment sur la déclaration de patrimoine qui permettra aux huissiers de justice d'obtenir des informations directes sur le patrimoine du débiteur.

En Autriche, Marc Schmitz, questeur du Comité de l'UIHJ, a rappelé qu'une nouvelle association des Gerichtsvollzieher a été créé et regroupe aujourd'hui environ 30 confrères, soit environ 10% des huissiers de justice. Mais aucun projet n'est prévu pour une libéralisation de la profession.

En Italie, Andrea Mascioli, membre de l'association des Ufficiali Giudiziari européens, a évoqué les avancées de son organisation pour promouvoir la profession libérale en Italie et a indiqué que plusieurs articles favorables sont parus dans la presse sur ce sujet.

Guy Duvelleroy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, a annoncé qu'en France les huissiers de justice allaient avoir un accès direct aux renseignements auprès des diverses administrations, que la force probante des constats allait être renforcée et que la formation continue des huissiers de justice allait devenir obligatoire.

En Espagne, Juan Carlos Esteves, président du Conseil des Procuradores a constaté une période d'arrêt dans les négociations avec le gouvernement sur la création d'un corps d'huissier de justice en raison d'un changement de gouvernement.

Une partie des participants
– Some of the participants

André Mathieu, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of the UIHJ

Irak Yelekeev, vice président du Comité de l'Administration judiciaire à la Cour suprême du Kazakhstan, a remercié l'UIHJ pour son invitation. Il a indiqué que son pays organise un colloque en octobre 2008 à Almaty et a convié chacun à y participer. « *Nous avons beaucoup d'opposants à la libéralisation des huissiers de justice. Votre participation aiderait beaucoup pour montrer que l'huissier de justice privé est plus efficace* » a-t-il déclaré. Leo Netten a remercié M. Yelekeev et a souligné combien le Kazakhstan était influent au sein des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI).

La formation au cœur des actions de l'UIHJ

Sur le chapitre de la formation, Francis Guépin a dressé le bilan de la journée de formation à Bruxelles du 28 février 2008. « *Nous étions parti du constat de méconnaissance des confrères sur les instruments européens. Le bureau de l'UIHJ a fait le pari de regrouper à l'occasion d'une journée les professionnels d'horizons différents pour assurer une formation continue et pratique sur la réglementation européenne, et notamment le règlement 1348. Le succès a dépassé toutes nos espérances. 300 confrères ont fait preuve d'une assiduité toute particulière. Même des pays non concernés par l'aspect scientifique du colloque sont venus (Thaïlande et Algérie)* » a-t-il indiqué. Puis il a annoncé que l'UIHJ avait décidé de renouveler cette expérience dans le cadre de l'IDJPEX. Leo Netten a enchaîné en déclarant que la formation est « *au cœur des actions de l'UIHJ depuis 1996* ».

Abel Pansard, ancien président de l'Ecole nationale de procédure de Paris (ENP) et responsable du Conseil international de la formation, a évoqué la destinée internationale de l'école qu'il a dirigée pendant de nombreuses années. « *L'ENP existe depuis 1960 et organise la formation des employés et des futurs confrères. Peu à peu une cellule internationale a été créée. Sans l'aide de l'UIHJ et la connaissance du monde de l'UIHJ nous n'aurions pas pu réussir. Partant de toutes ces actions, nous avons participé à la création de l'Ufohja en Afrique noire. Il y a également une demande en Europe. Le Conseil international de la formation correspond à la demande de tous les confrères européens. Il faudra que l'ensemble des pays de l'Europe se mettent d'accord pour travailler sur des thèmes européens communs. C'est à l'ENP de Paris de faire le travail. Elle a les structures et les hommes. La responsabilité de ce CIF m'a été confié par l'UIHJ et l'ENP. La profession doit être exercée par des professionnels compétents et efficaces. Il y a également la formation de formateurs. La formation*

professionnelle n'est pas celle enseignée dans les universités. Il s'agit d'une méthode qui est très différentes, très pratique et très conceptuelle. On apprend à communiquer avec les étudiants de façon professionnelle ». A cet égard, se tenait pendant le conseil permanent une séance de formation de formateurs pour des confrères estoniens, assurée par Patrick Safar, vice-président de l'ENP de Paris.

16 000 visites par mois pour le site Internet de l'UIHJ

Sur le plan de la communication, les nouvelles plaquettes sur UIHJ-Europe et sur l'IDJPEX ont été présentées. Mathieu Chardon, premier secrétaire de l'UIHJ a indiqué que le taux de fréquentation du site de l'UIHJ est en constante progression avec plus de 16 000 visites par mois. Il a également présenté les travaux du Comité de l'UIHJ pour le compte de Jos Uitdehaag, premier questeur, empêché. En particulier, il a invité les confrères à venir compléter la bibliographie mondiale qui est en cours de constitution. Il a également présenté le questionnaire sur la profession qui est consultable sur le site Extranet de l'UIHJ et qui constitue une avancée sans précédent dans la connaissance chiffrée de la profession sur le plan mondial puisqu'actuellement 39 Etats ont répondu à ce questionnaire.

Françoise Andrieux a présenté l'état des travaux du prochain congrès international de l'UIHJ à Marseille en septembre 2009, en sa qualité de rapporteur général. Les travaux porteront sur l'idée d'une nouvelle classification des biens, de la qualité de l'huissier de justice comme élément essentiel de l'Etat de droit et d'une harmonisation de la profession sur le plan mondial.

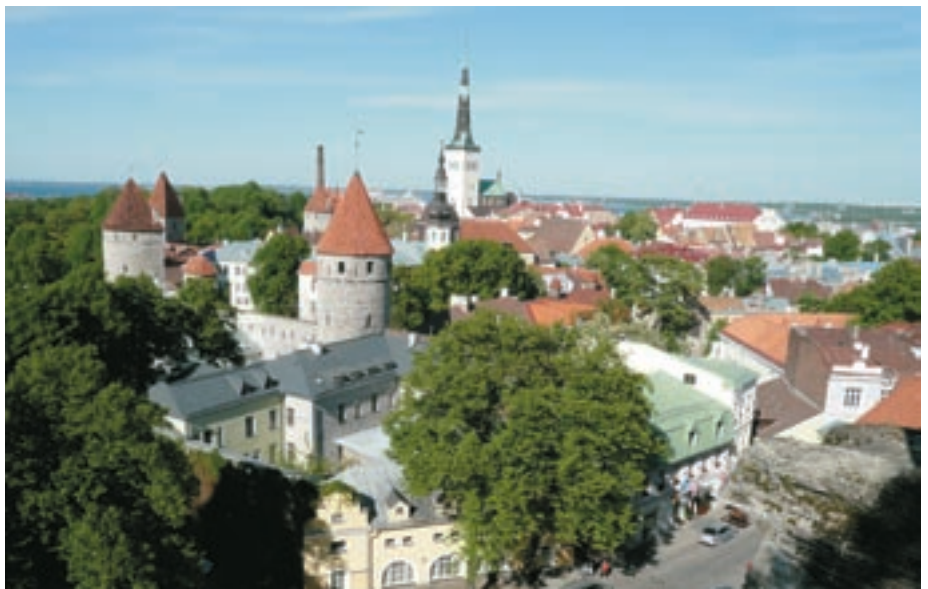
Concernant les marchés, Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ, a souligné les intérêts pour l'UIHJ, en terme de rayonnement et de financement. Il a indiqué que des projets sont en cours en Bulgarie, Arménie et également au Kosovo, en Serbie, en Ukraine, ainsi qu'en Tunisie, en Ouzbékistan et au Vietnam.

A l'issue des travaux, clos par Leo Netten en l'absence de Jacques Isnard, lequel s'est rendu à Bruxelles à la demande de la Commission européenne pour participer à une réunion sur la création du réseau Forum justice, un traditionnel dîner a été offert par nos confrères estoniens. Au cours de cette magnifique soirée, conviviale et chaleureuse, Leo Netten a remercié Mati Kadak, président des huissiers de justice d'Estonie ainsi que Elin Vilipuss, pour leur accueil et leur organisation exemplaire de ce grand conseil permanent de l'UIHJ.

Vue de Tallinn – View of Tallinn



La délégation de la République tchèque – The Czech Republic Delegation



Estonia Accommodates in Tallinn the Spring Permanent Council of the UIHJ

Tallinn, the Most Septentrional Capital of the Baltic States, Hosted the Permanent Council of the UIHJ On 29 and 30 May 2008 In Which 25 States Took Part.

A Destiny More European With Each Passing Day

Like each year, in accordance with its statutes, the European and American members of the UIHJ meet during a permanent council which takes place in one of the European capitals. It is the occasion for each one to meet, exchange and give a progress report on the last actions and those to come. For two years, the permanent council has been also the occasion to organize workshops on the project of the multi-tasking judicial officer. The opening ceremony was placed under the high ranking authority of the ministry for the justice of Estonia, represented by Margus Sarappu, general secretary of the Minister for justice, Rein lang.

Elin Vilippus, former president of the national Chamber of the judicial officers of Estonia, currently in charge of international affairs, welcomed the whole of the delegations in Estonia and in Tallinn, its capital. She declared herself very honoured for her country to accommodate this permanent council and thanked the UIHJ.

In his welcome short speech, Jacques Isnard, president of the UIHJ, described as historical the fact that the European Council of 2008 is held in Estonia, less than twenty years after this country recovered the democracy, integrated the European Union and introduced the occupation of judicial officer. The president of the UIHJ evoked three axes in his intervention: European future, multi-tasking, and training of judicial officers. On the first topic, he declared that *"our destiny becomes each passing day more European and no one among you can involve in reforms without looking towards Brussels"*. He carried on with the harmonization of the profession through its statute and activities, while fustigating the socialization of the law, *"hypocrisy of the politico-legal language which consists in proclaiming more legal security while avoiding its implementation by reducing the field of dstraint, by privileging the softening of the procedures, or by strictly limiting access to information on debtors' asset to the judicial officers"*. Within the framework of multi-tasking, Jacques Isnard recalled that, at the time of the European permanent council of the UIHJ in Lisbon in 2005, the UIHJ asserted for the judicial officers the monopoly of enforcement, including those involving bankruptcy and selling of real estates, the post-legal mediation as an element of enforcement procedures and the installation of a common mode of search of information on debtors' assets. In this respect, he invited the presidents of the delegations of the UIHJ to constitute in each country a commission charged at national level to work on multi-tasking and to include it in the programs of EuroNord, EuroMediterranea, EuroDanube and EuroScandinavia.



Elin Palts Vilippus, responsable des affaires internationales de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie – In charge of International Affairs of the National Chamber of the Judicial Officers of Estonia



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of the UIHJ



Le Bureau de l'UIHJ : De G. à D. : Jean Christin, trésorier, Adrian Stoïca, trésorier adjoint, Leo Netten, 1er vice-président, Jacques Isnard, président, Bernard Menut, secrétaire, Roger Dujardin, vice-président, André Mathieu, membre, Mourad Skander, membre – The board of the UIHJ : From L. to R : Jean Christin, treasurer, Adrian Stoïca, Vice-treasurer, Leo Netten, 1st Vice President, Jacques Isnard, President, Bernard Menut, Secretary, Roger Dujardin, vice-president, André Mathieu, Member, Mourad Skander, member

On the topic of training, the president of the UIH reaffirmed his engagement, consolidated by the future creation of the International Research, Training and Prospective Center. Lastly, Jacques Isnard addressed his most cordial thanks to the Chamber of the judicial officers of Estonia and to its president, Mati Kadak, and to Elin Vilippus. *"It is a true exploit to organize, at the conclusion of such a short existence of the profession, a so wide event"* he concluded.

A Bright Future For The Profession

In echo with these words, Margus Sarappu recalled that if the history of judicial officers in Estonia is short, it nonetheless already acquired an experience. Evoking the creation of a body of liberal judicial officers in 2001, he declared that the budget of the State is not requested any more and that *"the change in the profession is generally regarded as a success"*. M. Sarappu recognized that the profession is difficult but, quoting Utopia, the work of English essayist Thomas More (1478-1535), he ended his speech by indicating that, according to this author, even in an utopian society, one needed judges, and thus judicial officers, which was to ensure a bright future the profession.

Then, the Republic of Belarus was honoured by its admission ceremony as an observer member of the UIH. The candidature was supported by Roger Dujardin, vice-president of the UIH. Our fellow-member remembered his visit in Minsk in October 2007 within the framework of the 85th birthday of the Supreme Economic Court of Belarus. Then, Doctor Victor Kamenkov, President of the Supreme Economic Court of Belarus, presented his country bordered by the Russian Federation, Ukraine, Poland, Lithuania and Latvia, and from which the 10 million inhabitants present a multicultural identity. Doctor Kamenkov indicated that *"the principle of equality in front of the law is achieved in the process of enforcement"* and that *"judicial officers must call upon all the available arsenal to recover debts"*. For the moment, he specified, judicial officers are not self-managed but belong to the Republican Union of Lawyers of which he is in charge. He added that he hoped to be able to set up a distinct organization and concluded his speech by indicating that in July 2008, a demonstration was going to be organized in Minsk to celebrate the ten years of the occupation of judicial officer in Belarus. He invited any interested person to take part in it. At the conclusion of this talk, a charter of co-operation was signed between the UIH and Belarus.

To Improve The Status Of Auxiliary Of Justice

Then Jacques Isnard gave an account of the state of the profession in Europe and America since the November 2007 permanent council in Paris. He told that, to his mind, except for the *"old countries"*, after the period which was that

of the installation of the profession, times are now for reforms, as in Poland or Romania. According to the president of the UIH, the country which is the most advanced is Hungary where our fellow-members have practically all the multi-tasking activities. He indicated that, to escape from the sole triptych service of documents/enforcement/debt collecting, it was necessary to reinforce the status of auxiliary of justice of the judicial officer as well as the training aspect. In this respect, he presented the Institute of international judicial private law and enforcement law (IDJPEX), which ambition is to contain training and the academic fields. One of its branches is the International Training Council and the scientific Council which must be installed on June 20th, 2008 in Paris and which brings together professors of universities of four continents. President Isnard also evoked Juris-Union, a publication intended to publish scientific work on the profession, and the world library of the UIH.

Francis Guépin, member of the UIH, mentioned the UIH EuroMed meeting which was held in Cyprus in May 2008. He recalled that there exist two types of professionals in this Member State of the European Union: civil servant enforcement agents and professional liberals who are specialized in the service of documents. He indicated that at the conclusion of the meeting, seven recommendations were adopted unanimously. Francis Guépin qualified this 5th session of EuroMed of great success on the scientific level and underlined the exceptional reception of the Cypriot fellow-members, and the active assistance of the national chamber of the judicial officers of Greece in the preparation of this conference.

UIH Euro

Michal Redelbach, vice-president of the Council of the Polish judicial officers and secretary of UIH EuroDanube, spoke about the UIH EuroNord meeting in Sopot in September 2007 and announced that the next meeting would be on October 30th and 31st in Hungary.

Concerning UIH EuroNord, Frans van der Meer, president of the Royal Association of the judicial officers of the Netherlands, substituting Jos Uitdehaag, secretary of EuroNord, specified that the charter was signed except for England and Wales.

Nicola Hesselén, permanent secretary of the UIH for the Scandinavian countries, then presented her report. Concerning Denmark, the Danes reorganized their jurisdictions. The new reform which is in force since January 2007 reduced the number of the courts from 85 to 22 for all the country. In Norway, the association of the Norwegian judicial officers (Norges Lensmann- og Politilederslag) expressed again its wish to join the UIH. A new law is in force to make enforcement procedures simpler and more effective, and which also gives a

Au premier plan, la délégation portugaise – The Portuguese Delegation



Au premier plan, la délégation hongroise – The Hungarian Delegation



more important place to mediation. In Finland, the number of the public services of forced enforcement was reduced from 51 to 22. The computerized data processing was still improved. In Iceland, there is still no contact. The judicial officers of this country did not attend the last Stockholm seminar, regretted our colleague. Lastly, in Sweden, the public service of forced enforcement was reorganized with for objective an independence towards the Treasury, which represents a great change for the country. Lastly, Nikola Hesselén evoked the Scandinavian seminar which was held in September 2007 in Stockholm, with the participation of the UIHJ and its president, Jacques Isnard. The next Scandinavian seminar will be organized in 2009 in Denmark.

David Walker, member of the board of the UIHJ, gave a report of the activities for the United Kingdom. In Northern Ireland, the political situation is stabilized. The judicial officers are civil servants and of the proposals are under study to make the system more effective. In England and Wales, David Walker regrets the departure of Bailiffs of the UIHJ, which is all the more regrettable as this decision comes against new laws which certainly will increase the level of the profession. On the opposite, High Court Enforcement Officers still are very involved in the UIHJ. In Scotland, the situation was considered to be rather positive by our colleague. He recalled that there had been some discussion about changing the name of Messenger-At-Arms but that the current government, which keeps a pragmatic approach, judged that it was not necessary to change "something which was not broken". On the other hand, in Ireland, there are still no more contacts.

A Bringing Together With The NSA

For the United States, Sue Collins recalled that she was introduced last year near the National Sheriffs Association by his fellow-member Paul Vatreau. The NSA invited her for the end of June in Indianapolis to take part in their conference. Sue Collins will go there accompanied by Leo Netten, 1st vice-president and of Fred Blum. She declared herself very happy with the idea that the two organizations could work together. Jacques Isnard also declared himself very happy with this news and warmly congratulated our colleague. Leo Netten indicated that the NSA is a very large organization which counts 6000 members and has a direct contact with the government of the United States.

In Germany, Walter Gietmann, president of the Association of Gerichtsvollzieher, described the situation in his country as very difficult, with a Federal state and 16 regional Land, 16 Parliaments, 16 regional governments, 16 regional Ministers for justice and a federal Minister for justice. It is thus necessary to deal with 17 Ministers for justice! If the majority of the ministers of justice of the Land recognized the interest of a liberal and independent profession, it is not

the case of the current federal Minister for justice. For want of anything better, "we try to obtain a reinforcement of our competences within the framework of our current statute" indicated Mr. Gietmann. Reforms are also in hand, in particular on the declaration of assets which will allow to the judicial officers to obtain direct information on debtors' assets.

In Austria, Marc Schmitz, quaestor of the Committee of the UIHJ, recalled that a new association of Gerichtsvollzieher was created and gathers today approximately 30 fellow-members, that is to say approximately 10% of the judicial officers. But no project is planned for a liberalization of the profession.

In Italy, Andrea Mascioli, member of the Association of Europeans Ufficiali Giudiziari, evoked the projections of its organisation to promote the liberal profession in Italy and indicated that several favorable articles are been published in the press on this subject.

Guy Duvelleroy, president of the national Chamber of the judicial officers of France, announced that in France the judicial officers were going to have direct access to information near the various administrations, that the conclusive force of statements of facts was going to be reinforced and that the on-going training of judicial officers was going to become mandatory.

In Spain, Juan Carlos Esteves, president of the Council of Procuradores noted a period of halt in the negotiations with the government on the creation of a body of judicial officer because of a change of government.

Iraq Yelekeev, vice chairman of the legal Administration the Supreme court of Kazakhstan, thanked the UIHJ for its invitation. He indicated that his country organizes a conference in October 2008 in Almati and invited each one has to take part in it. "We have many opponents to the liberalization of judicial officers. Your participation would help to show that the private judicial officer is more efficient" he declared. Leo Netten thanked Mr. Yelekeev and underlined how much Kazakhstan was influent within the countries of the Community of independent States (CEI).

Training in the Middle of the Actions of the UIHJ

On the topic of training, Francis Guépin summarized the training day that was held in Brussels on February 28th, 2008. "We started with the fact that many colleagues are ignorant of the European instruments. The board of the UIHJ made the bet to gather for a day professionals from different horizons to ensure an on-going and practical training on European regulations, and in particular Regulation 1348. Success exceeded all our hopes. 300 fellow-members showed a very particular assiduity. Even countries unconcerned by the scientific aspect of the conference came (Thailand and Algeria)" he indicated. Then he announced that the UIHJ had decided to renew this experiment within the

Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of the UIHJ

Irak Yelekeev (Kazakhstan)

Rose-Marie Bruno, membre de l'UIHJ – Member of the UIHJ





*Walter Gietmann, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Allemagne
— President of the National Chamber of the Judicial Officers of Germany*



Une partie de la délégation française : Guy Duvelleroy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice, Jacques Bertaux, Francis Aribaut, Francis Guépin — A part of the French Delegation : Guy Duvelleroy, President of the National Chamber of Judicial Officers, Jacques Bertaux, Francis Aribaut, Francis Guépin

framework of the IDJPEX. Leo Netten added that training is “in the middle of the actions of the UIHJ since 1996”.

Abel Pansard, former president of the National school of procedure of Paris (ENP) and now in charge of the International Training Council, evoked the international destiny of the school which he chaired for many years. “The ENP exists since 1960 and organizes the training of employees and future judicial officers. Little by little an international department was created. Without the assistance of the UIHJ and the knowledge of the world of the UIHJ we could not have succeeded. On the basis of all these actions, we took part in the creation of Ufohja in Africa. There is also a demand for Europe. The International Training Counsel (CIF) corresponds meets the demands of all European fellow-members. It will be necessary that the all European countries work on common topics. It is for the ENP of Paris to do the work. It has the structures and the people. The responsibility for this CIF was entrusted to me by the UIHJ and the ENP. The profession must be exerted by qualified and effective professionals. There is also a training of trainers course. Professional training is not taught in the universities. It is a method which is very different, very practical and very conceptual. One learns how to communicate with the students in a professional way”. In this respect, during the Permanent Council, a training of trainers session was held for our Estonian colleagues by Patrick Safar, Vice-President of the ENP of Paris.

16 000 Visits Per month For the Website of the UIHJ

In the field of the communication, the new leaflets on UIHJ-Europe and IDJPEX were presented. Mathieu Chardon, first secretary of the UIHJ indicated that the rate of frequentation of the website of the UIHJ is in constant progression with more than 16 000 visits per month. He also presented the work of the Committee of the UIHJ for the account of Jos Uitdehaag, first quaestor, prevented. In particular, he invited the fellow-members to help to fill the world bibliography which is in the

course of constitution. He also presented the questionnaire on the profession which can be consulted on the Extranet site of the UIHJ (For the UIHJ Club Members only) and which constitutes a projection without precedent in the quantified knowledge of the profession at world level since 39 States currently answered this questionnaire.

Francoise Andrieux presented the state of work of the next international congress of the UIHJ in Marseilles in September 2009, in her capacity as general reporter. The work will concern the idea of a new classification of goods, the quality of judicial officers as an essential element of the Rule of law and the harmonization of the profession on the world plan.

Concerning markets, Bernard Menut, secretary of the board of the UIHJ, underlined the interests for the UIHJ, in term of influence and financing. He indicated that projects are in hand in Bulgaria, Fyrom and also in Kosovo, Serbia, Ukraine, as well as like in Tunisia, Uzbekistan and Vietnam.

At the conclusion of the work, closed by Leo Netten in the absence of Jacques Isnard, which went to Brussels at the request of the European commission to take part in a meeting on the creation of the Forum Justice network, a traditional dinner was offered by our Estonian fellow-members. During this splendid evening, convivial and cordial, Leo Netten thanked Mati Kadak, president of the judicial officers of Estonia and Elin Vilippus, for their reception and their exemplary organization of this great permanent council of the UIHJ.

